

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE

E5 – ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE, JURIDIQUE ET ORGANISATIONNEL DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

SESSION 2025

Durée : 4 heures
Coefficient : 4

Aucun document ou matériel n'est autorisé.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Le sujet se compose de 7 pages, numérotées de 1/7 à 7/7.

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE	Code : 25BQE5ECO	Session 2025
E5 – Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire		Page 1/7

Après avoir pris connaissance des situations professionnelles présentées, il vous est demandé de traiter les questions ci-dessous et de terminer votre analyse par une note structurée et argumentée sous une forme rédigée.

MISE EN SITUATION

Vous venez de prendre vos fonctions dans une agence bancaire du réseau BIOS située dans un quartier animé d'une grande ville. Vous gérez un portefeuille composé d'une clientèle essentiellement active avec une capacité d'épargne importante.

La directrice de l'agence est soucieuse de répondre à leurs attentes. Elle souhaite orienter sa stratégie commerciale vers une finance durable afin de répondre à l'intérêt croissant des clients pour ce type d'investissement.

Vous rencontrez aujourd'hui Michèle Cissé, une cliente fidèle. Elle a pour projet de diversifier ses placements. Elle souhaiterait notamment donner du sens à son épargne. Lors de l'entretien, vous évoquez ensemble les différents types de placements verts qui permettent de soutenir l'activité économique des entreprises inscrites dans une démarche de développement durable.

À l'aide de vos connaissances et des annexes 1 et 2 :

1. Présenter les différentes formes de financement des entreprises.
2. Montrer comment l'État oriente l'épargne des ménages vers la finance verte.
3. Rappeler les obligations professionnelles du banquier lors de la souscription de produits financiers.

Vous recevez ensuite en rendez-vous un jeune actif, Manuel Loisel, qui désire financer l'achat d'un appartement en centre-ville. Vous discutez avec lui de l'évolution des taux d'intérêt.

À l'aide de vos connaissances et de l'annexe 3 :

4. Indiquer trois éléments de l'environnement économique, juridique et organisationnel qui influencent les taux d'intérêt des crédits proposés par les banques aux clients.
5. Montrer comment la baisse des taux peut stimuler la croissance économique.

Manuel Loisel, souhaitant profiter de cette baisse des taux d'intérêt, prend un rendez-vous avec sa conjointe pour la souscription d'un crédit immobilier. Vous souhaitez saisir l'opportunité de cette rencontre pour développer l'équipement du client avec des propositions de produits complémentaires tels que des assurances et de la télésurveillance.

À l'aide de vos connaissances :

6. Présenter les intérêts, pour la banque, de mener une stratégie de diversification.
7. Citer quatre indicateurs permettant de mesurer la satisfaction des clients.

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE	Code : 25BQE5ECO	Session 2025
E5 – Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire		Page 2/7

Dans votre agence, vous avez deux clients portant les mêmes nom et prénom, Pierre Durand. L'un des deux se présente à l'agence et demande à faire un virement de 700 € de son Livret A vers son compte à vue pour acheter un ordinateur. L'achat qu'il règle occasionne des commissions d'intervention suite à un dépassement de son autorisation de découvert. Il réalise que sa demande de virement n'a pas été effectuée. En colère, il souhaite parler à la directrice de l'agence. Cette dernière comprend qu'il y a eu une erreur d'authentification du client et que la demande de virement a été réalisée sur les comptes de son homonyme. Le client souhaite intenter une action en responsabilité de la banque.

À l'aide de vos connaissances et de l'annexe 4 :

8. Présenter le problème juridique de la situation exposée ci-dessus, les règles de droit applicables et la solution qui pourra être apportée.

Au cœur du financement de l'économie, les banques françaises répondent de plus en plus au financement de la transition écologique.

De plus, conscientes du défi écologique à relever, elles ont mis en place des actions en interne ainsi qu'une nouvelle organisation afin de diminuer leur empreinte environnementale directe.

À l'aide de vos connaissances et des annexes 1, 5 et 6 :

9. Afin de sensibiliser les collaborateurs à ce sujet, la directrice de l'agence vous demande de rédiger une note structurée et argumentée dans laquelle vous analyserez pourquoi les banques placent la transition écologique au cœur de leur démarche RSE et comment elles accompagnent cette transition.

LISTE DES ANNEXES

	Libellé	Page
ANNEXE 1	Le nouveau « Plan d'épargne avenir climat » (PEAC)	5/7
ANNEXE 2	Évolution de la directive MIF 2	5/7
ANNEXE 3	La BCE entame la baisse des taux	5/7
ANNEXE 4	La responsabilité civile	6/7
ANNEXE 5	Finance durable : la mesure du risque climatique, premier défi des banques souhaitant opérer leur transition écologique	6/7
ANNEXE 6	Les banques françaises intensifient la lutte contre le changement climatique	7/7

ANNEXE 1. Le nouveau « Plan d'épargne avenir climat » (PEAC)

Un nouveau livret d'épargne pour les moins de 21 ans

Le Plan épargne avenir climat (PEAC) est un nouveau plan d'épargne lancé lundi, à destination des jeunes. Il a pour but de financer la transition écologique, selon le ministère de l'Économie, en permettant d'investir « sur des supports variés (actions, obligations, etc.) » qui affichent un label de respect de l'environnement. Il ne propose donc pas un taux de rémunération fixe. Le PEAC peut être ouvert par un parent, ou un représentant légal, pour un enfant, de sa naissance à ses 21 ans, qui peut le conserver jusqu'à ses 30 ans. Comme le livret A, le PEAC est défiscalisé et plafonné à 22 950 euros. L'épargne investie est bloquée pendant cinq ans à compter de son ouverture.

Source : brief.me, 5 juillet 2024

Le PEAC : un produit orienté « jeunes » et « écologie »

[...] Les fonds du PEAC seront destinés à financer la transition écologique. Le Plan épargne avenir climat devrait proposer essentiellement des fonds disposant du label France finance verte (greenfin) ou du label ISR (Investissement Socialement Responsable). D'autres titres contribuant au financement de la transition écologique pourront aussi être proposés (comme les obligations dites « vertes »).

Source : *Les clés de la banque*, 1^{er} juillet 2024

ANNEXE 2. Évolution de la directive MIF 2

Depuis le 2 août 2022, votre conseiller financier doit tenir compte de vos souhaits en matière d'investissement durable, que l'on appelle vos « préférences de durabilité », dans le cadre de sa mission de conseil.

Source : *site AMF*

ANNEXE 3. La BCE entame la baisse des taux

La fin d'un cycle inédit de hausse des taux

Afin de lutter contre l'inflation en zone euro dans le sillage de la sortie de la crise sanitaire et la guerre en Ukraine, la BCE a relevé ses taux directeurs à de multiples reprises depuis 2022. Après des années, pendant lesquelles les banques centrales avaient inondé les marchés de liquidités, cette hausse visait à freiner les acteurs économiques, et notamment à ralentir la vitesse de circulation de l'argent. En octobre 2022, l'inflation avait atteint le taux de 10 %. Elle est désormais retombée, en dessous de 3 % en décembre 2023. En mai 2024, elle se situait à 2,6 %, après avoir été à 2,4 en avril.

Même si les causes du recul de l'inflation sont multiples – fin des goulets d'étranglement post-Covid et détente sur les prix de l'énergie – la BCE juge que son action a contribué à dompter l'inflation, et estime que le moment est arrivé pour stimuler à nouveau l'économie. La baisse des taux doit desserrer les conditions de crédit des ménages, pour les crédits à la consommation et les prêts immobiliers. Elle aidera également les états à se refinancer sur les marchés. En revanche, les épargnants, qui jusque-là étaient les grands gagnants de la hausse des taux – la rémunération du livret A, produit d'épargne le plus populaire en France, était passée de 0,5 % à désormais 3 % – pourraient être pénalisés à l'avenir.

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE	Code : 25BQE5ECO	Session 2025
E5 – Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire		Page 5/7

Une baisse des taux pour accompagner la reprise

La BCE s'est fixé un objectif d'inflation à 2 %. Le taux plafonne entre 2,5 et 3 % depuis fin 2023, avec même une légère tendance à la remontée. Les prix des services ont récemment accéléré (ils sont passés de 3,7 en avril à 4,1 % en mai 2024), et les hausses nominales de salaire négociées en 2023 dans les branches et les entreprises sont soutenues. « *Les premiers accords signés pour 2024 signalent une modération des hausses négociées, qui devraient toutefois désormais se situer en moyenne au-dessus de l'inflation* » note la Banque de France.

Les indicateurs économiques de la zone euro commencent à s'améliorer. La zone euro renoue avec une croissance au premier trimestre 2024 (0,3 %), le taux de chômage est à un niveau historiquement bas (6,4 %). La décision de la BCE devrait favoriser cette reprise économique.

Source : *vie-publique.fr*, 6 juin 2024

ANNEXE 4. La responsabilité civile

Article 1240 du Code civil

« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

ANNEXE 5. Finance durable : la mesure du risque climatique, premier défi des banques souhaitant opérer leur transition écologique

Les effets délétères du dérèglement climatique impactent désormais l'ensemble du monde économique, dont les banques. Après des années à tergiverser, les établissements européens se mobilisent, poussés par leurs clients mais aussi leur superviseur, la Banque centrale européenne. [...]

Prise de conscience

Après avoir publié en 2020 un panel de recommandations sur le sujet, la BCE a fait monter la pression en sommant les établissements de lui fournir ces nouvelles données extra-financières. Par exemple, chiffrer le montant ou le pourcentage d'actifs liés au carbone qu'elles détiennent. Une démarche dans le même esprit que l'Autorité bancaire, mais distincte.

Et force est de constater que, pour le moment, la remontée d'informations laisse à désirer : selon une dernière évaluation de la BCE, seules 6 % des banques européennes ont divulgué des informations suffisantes dans les cinq catégories de l'évaluation des risques climatiques.

Le conseil de surveillance prudentielle de la BCE a donc demandé aux banques de remédier à ces lacunes et de « *renseigner la stratégie avec laquelle elles se préparent à se conformer aux futures normes* » climatiques de l'autorité bancaire européenne.

Faute de quoi, cette dernière a prévu des sanctions : une amende qui pourrait, selon les experts, atteindre jusqu'à 5 % du produit bancaire quotidien de l'établissement visé. [...]

Source : *latribune.fr*, 28 mai 2024

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE	Code : 25BQE5ECO	Session 2025
E5 – Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire		Page 6/7

ANNEXE 6. Les banques françaises intensifient la lutte contre le changement climatique

Un financement toujours plus massif des énergies renouvelables et des activités vertes et durables

Face à l'urgence climatique, les banques françaises accélèrent le financement de la transition de l'ensemble des secteurs économiques. Leurs encours de crédits verts et durables **atteignent 337 Mds € en 2023, soit un quadruplement sur trois ans et une hausse de 50 % sur la dernière année**. Les banques déploient des solutions financières pour accompagner la transition de leurs clients dans tous les secteurs de l'économie : énergie, industrie, transport (véhicules propres et projets d'infrastructures bas carbone) ou immobilier (résidentiel, commercial, bâtiments publics).

En matière de financement des énergies renouvelables, les banques françaises s'inscrivent dans une dynamique exemplaire qui les place parmi les leaders mondiaux. Leurs encours dans les énergies renouvelables s'établissent à plus de 73 Mds € en 2023, soit une croissance de 74 % par rapport à 2021. Creusant l'écart avec leurs homologues outre-Atlantique, les banques françaises se classent toujours parmi les 10 meilleurs acteurs mondiaux du marché des financements de projets d'énergies renouvelables.

Elles accompagnent également leurs clients via l'arrangement d'obligations vertes et durables. Sur ce marché, elles figurent parmi les leaders mondiaux, avec 100 Mds € structurés pour le compte de clients au cours de l'année 2023. [...]

Une très forte réduction des expositions des banques françaises aux énergies fossiles

Pionnières dans la sortie des énergies fossiles, le poids de ce secteur dans les bilans des banques françaises se situe désormais à des niveaux très faibles : 0,02 % pour le charbon thermique, alors même que le charbon représente encore plus d'un quart de l'énergie consommée dans le monde, et plus du tiers de la production électrique mondiale. Le poids des hydrocarbures ne représente plus que 0,73 % des bilans, en baisse de 16 % en un an, passant de 78 Mds € en 2022 à 66 Mds € en 2023.

Source : *fbf.fr*, 18 avril 2024

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE	Code : 25BQE5ECO	Session 2025
E5 – Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire		Page 7/7